

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et du Loir-et-Cher
25-26, rue des Ailes
ZA n° 2 des Ailes
37210 PARCAY-MESLAY
Tél : 02 47 46 47 00

Orléans, le 02/05/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29/04/2022

Contexte et constats

Publié sur



SARP OSIS Ouest

ZI n° 2 - BP 311
10, rue Prony
37300 JOUE LES TOURS

Références : LSAEX – 2022/505 - EL

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/04/2022 dans l'établissement SARP OSIS Ouest implanté ZI n° 2 - BP 311 10, rue Prony 37300 JOUE LES TOURS. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Dans le cadre des suites de la visite du 26/01/2022, l'exploitant a souhaité rencontrer l'inspection pour faire un point sur les mesures prises et les mesures engagées pour répondre aux différents points mentionnés dans les fiches de constats de la visite précédente.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SARP OSIS Ouest
- ZI n° 2 - BP 311 10, rue Prony 37300 JOUE LES TOURS
- Code AIOT dans GUN : 0010000736
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED - MTD

Le site de Joué-lès-Tours comprend trois activités :

- Assainissement,
- Transit de déchets dangereux en citerne et conditionnés
- « Inspection vidéo ».

L'activité principale (Transit de déchets dangereux) de la société relève de la directive IED sous la rubrique 3550 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, qui est associée au document de référence européen BREF WT traitement de déchets.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Gestion des suites de la visite précédente du 26/01/2022 souhaitée par l'exploitant afin de faire un point avec l'inspection.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Plan des réseaux (NC1)	AP Complémentaire du 05/03/2021, article 4.2.2	Susceptible de suites	Sans objet
Respect des VLE sur les rejets aqueux d'assainissement. (NC2)	AP Complémentaire du 05/03/2021, article 4.4.5	Susceptible de suites	Sans objet
Respect des VLE sur les rejets des eaux pluviales. (NC5 et NC6)	AP Complémentaire du 05/03/2021, article 4.4.4	Susceptible de suites	Sans objet
Confinement des eaux d'extinction (NC9)	AP Complémentaire du 05/03/2021, article Point V de l'article 8.5.2	Susceptible de suites	Sans objet
Consigne de confinement du site (NC10)	AP Complémentaire du 05/03/2021, article 8.6.4	Susceptible de suites	Sans objet
Conduite à tenir en cas de déchets radioactifs (NC13)	Arrêté Préfectoral du 04/04/2003, article 30	Susceptible de suites	Sans objet
Garanties financières	AP Complémentaire du 05/03/2021, article 1.5.2	Susceptible de suites	Sans objet
Couvertures des déchets dangereux	AP Complémentaire du 05/03/2021, article 8.5.2 + 9.1.2	Susceptible de suites	Sans objet
Défense incendie	AP Complémentaire du 05/03/2021, article 8.7.3 + 11	Susceptible de suites	Sans objet
Système de détection des déchets radioactifs	AP Complémentaire du 05/03/2021, article 9.1.1	Susceptible de suites	Sans objet
Réseau et programme de surveillance des piézomètres	AP Complémentaire du 05/01/2021, article 4.6.3	Susceptible de suites	Sans objet
Eaux superficielles	AP Complémentaire du 05/03/2021, article 4.3.4	Susceptible de suites	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Suivi des rejets aqueux d'assainissement	AP Complémentaire du 05/03/2021, article 4.5.2	Susceptible de suites	Sans objet
Bilan annuel (NC12)	AP Complémentaire du 05/03/2021, article 2.9.1	Susceptible de suites	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les éléments que l'exploitant doit mettre en oeuvre sont mentionnés dans les fiches de constats et sont synthétisés ci-dessous :

- Traiter l'ensemble des rejets d'eaux pluviales collectés sur la zone des déchets dangereux rejetés au point n° 3 et permettre le confinement de l'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées suivant la nouveau calcul D9A compte tenu du scénario retenu pour la nouvelle organisation du site ;
- Traiter les eaux d'assainissement au point de rejet n° 6 dans le respect des VLE et fréquences imposées par l'arrêté préfectoral du 05/03/2021 ;
- Justifier de la capacité de rétention de l'installation au regard des besoins en eau nécessaires à la défense incendie du site, suite à la nouvelle réorganisation en cours, pour tout le site ;
- Transmettre les justificatifs de travaux pour la couverture des déchets dangereux avec un échéancier ;
- Procéder à une couverture de l'ensemble des zones de stockage des déchets dangereux ;
- Transmettre la proposition de garanties financières dans un "porter à connaissance" avec tous les justificatifs associés ;
- Mettre en place un contrôle de la radioactivité des déchets entrants et sortants ;
- Mettre à jour la procédure de contrôle de la radioactivité des déchets ainsi que la procédure de gestion des alarmes ;
- Interpréter et commenter les résultats d'analyse des eaux souterraines ;
- Transmettre un "Porter à connaissance" à Madame la Préfète d'Indre-et-Loire sur les modifications des conditions d'exploitation envisagées avec une mise à jour de l'étude de danger et sur les prescriptions inadaptées ou erronées (plan des réseaux, contrôle de la radioactivité sur les déchets ...) ;
- Un marquage doit être réalisé afin de faciliter la localisation des vannes de barrage.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Plan des réseaux (NC1)

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 05/03/2021, article 4.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, eaux superficielles
Point de contrôle transféré: <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 26/01/2022• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : <p>Un schéma de tous les réseaux d'eaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours. Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître :</p> <ul style="list-style-type: none">- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...)- les secteurs collectés et les réseaux associés- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...)- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).
Constats : L'exploitant ne dispose pas d'un plan des réseaux aqueux à jour comme prescrit dans l'arrêté préfectoral n° 21 025 du 05/03/2021. <p>L'exploitant doit faire un « porter à connaissance » pour mettre à jour son arrêté préfectoral en transmettant un plan des réseaux aqueux à jour à Madame la Préfète d'Indre-et-Loire, ainsi que les paragraphes devant l'être, si nécessaire.</p>
Observations : L'exploitant a annoncé à l'inspection que le plan des réseaux des rejets aqueux comportait des erreurs. Les points ayant une divergence avec le plan annexé à l'arrêté préfectoral complémentaire n° 21025 du 05/03/2021 sont les suivants : <ul style="list-style-type: none">– Les eaux pluviales du bâtiment des déchets dangereux situées au Sud de l'installation et le regard situé dans la zone de stockage des déchets dangereux sont reliés au point de rejet n° 3 sans être traités au préalable par un dispositif adéquat.– Le point de rejet n° 2 mentionné sur le plan annexé à l'arrêté préfectoral n'existe pas. Les eaux pluviales de la toiture du bâtiment du siège sont raccordées au point de rejet n° 1. <p>Le plan des réseaux a été actualisé en janvier 2022 lors de l'état des lieux des sites SARP OSIS. Le plan a été transmis à l'inspection lors de la visite précédente.</p> <p>Cependant, les différents problèmes découverts au point de rejet n° 3, notamment l'absence de traitement et de confinement, lors de la fusion, doivent être traités en priorité avant la mise à jour du plan des réseaux.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Respect des VLE sur les rejets aqueux d'assainissement (NC2)

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 05/03/2021, article 4.4.5

Thème(s) : Risques chroniques, eaux superficielles

Point de contrôle transféré:

- lors de la visite d'inspection du 26/01/2022
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

Article 32 abrogé par Article 4.4.5 (VLE) du 05/03/2021 :

L'exploitant ne respecte pas la valeur limite de 5 mg/l de Chlorure (Cl-) et le volume journalier dans les eaux d'assainissement rejetées dans le réseau collectif de la zone industrielle.

Article 4.4.5 (VLE) de l'APC n° 21025 du 05/03/2021 :

Référence du rejet interne à l'établissement (activité d'assainissement) : n° 6

Ces valeurs limites ne sont pas

Paramètre	Code SANDRE	Concentration maximale	Fréquence de surveillance	Normes(s)
DCO	1314	2000 mg/l	hebdomadaire	NF T 90-101 (1)
DBO5	1313	800 mg/l		NF EN ISO 5815-1
MEST	1305	600 mg/l		NF EN 872 (2)
Hydrocarbures totaux	7007	10 mg/l		NF EN ISO 9377-2
Indice phénol	1440	0,1 mg/l		EN ISO 14402
Azote global	1551	150 mg/l		NF EN 12260
Phosphore total	1350	50 mg/l		NF EN ISO 15681-1 et 2, NF EN ISO 6878, NF EN ISO 11885
Chrome hexavalent (Cr6)	1371	0,1 mg/l		Plusieurs Normes EN (EN ISO 10304-3 et EN ISO 23913)

Paramètre	Code SANDRE	Concentration maximale	Fréquence de surveillance	Normes(s)
Cyanure libre (Cn-)	1084	0,1 mg/l	hebdomadaire	Normes EN génériques NF EN ISO 14403-1 ou -2
Métaux totaux	8095	15 mg/l		Plusieurs Normes EN génériques (par exemple NF EN ISO 11885, NF EN ISO 17294-2 ou NF EN ISO 15586)
Arsenic (As)	1369	0,1 mg/l		Plusieurs Normes EN génériques (par exemple NF EN ISO 11885, NF EN ISO 17294-2 ou NF EN ISO 15586)
AOX	1106	1 mg/l		EN ISO 9562

applicables lorsque l'autorisation de déversement dans le réseau public (convention avec la collectivité) prévoit une valeur limite inférieure.

Ces valeurs limites doivent être respectées en moyenne quotidienne. Aucune valeur instantanée ne doit dépasser le double des valeurs limites de concentration.

Article 4.5.2 (GIDAF) de l'APC n° 21025 du 05/03/2021 :

L'exploitant réalise l'autosurveillance hebdomadaire de l'effluent rejeté dans le réseau d'assainissement

au niveau du point de rejet n° 6 sur les paramètres mentionnés à l'article 4.4.5.

Les résultats de ces contrôles sont transmis à l'inspection mensuellement via l'application mise en place par le ministère (GIDAF...).

Constats : Actuellement, l'exploitant n'est pas en mesure de respecter pas les concentrations maximales autorisées sur les paramètres DCO/DBO5 et les MES, concernant le point de rejet n° 6.

Dès la réparation de l'unité de pré-traitement des déchets non dangereux Unicell, l'exploitant justifie qu'il respecte les valeurs limite de rejets.

Observations : L'exploitant a indiqué que les résultats des analyses de janvier et février mettent en évidence des dépassements des seuils de l'AP, sur plusieurs paramètres dont principalement la DCO/DBO5 et MES. Les causes de ce dépassement sont dues à la défaillance de l'unité de prétraitement des eaux d'assainissement.

Considérant ce qui précède et en attendant les travaux de remise en état de l'unité de pré-traitement prévus les 4 et 5 mai 2022, les mesures suivantes ont été engagées :

- Le 08/03/2022 l'interdiction de dépotage de graisses sur le site est entrée en vigueur. Cette interdiction a été communiquée au personnel et une note de service entérine cette décision.
- Le 15/03/2022, compte-tenu que les résultats du point de rejet n° 6 n'étaient toujours pas conformes, l'exploitant a pris la décision de fonctionner en cycle fermé jusqu'à remise en route de l'unité de traitement Unicell.

L'installation de pré-traitement des déchets non dangereux Unicell est aujourd'hui consignée (démarrage impossible). La phase liquide issue de l'installation de décantation (flux entrant dans l'Unicell en fonctionnement normal) est désormais pompée et transportée vers la STEP de la Riche pour traitement. À ce titre, le site ne génère plus temporairement de rejets liés à un pré-traitement des déchets d'assainissement, jusqu'à la réparation de l'unité de pré-traitement.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Suivi des rejets aqueux d'assainissement

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 05/03/2021, article 4.5.2

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets assainissement

Point de contrôle transféré:

- lors de la visite d'inspection du 26/01/2022
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

L'exploitant réalise l'autosurveillance hebdomadaire de l'effluent rejeté dans le réseau d'assainissement au niveau du point de rejet n° 6 sur les paramètres mentionnés à l'article 4.4.5. Les résultats de ces contrôles sont transmis à l'inspection mensuellement via l'application mise en place par le ministère (GIDAF....).

Constats : Pas de non-respect constaté.

Observations : L'inspection a constaté que les résultats d'analyses sont désormais renseignés sous GIDAF.

Par ailleurs, l'exploitant a fourni un devis et bons de commande auprès de la société EUROFINIS pour les analyses :

- trimestrielles du point de rejet n° 6,
- semestrielles du point de rejet n° 3 et des piézomètres,
- annuelles du point de rejet n° 4.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Respect des VLE sur les rejets des eaux pluviales. (NC5 et NC6)

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 05/03/2021, article 4.4.4

Thème(s) : Risques chroniques, eaux superficielles

Point de contrôle transféré:

- lors de la visite d'inspection du 26/01/2022
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux pluviales susceptibles d'être polluées dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies.

Référence du rejet vers le milieu récepteur : N° 3 (Cf. repérage du rejet au paragraphe 4.3.5) :

Paramètre	Code SANDRE	Concentration maximale	Fréquence de surveillance	Normes(s)
DCO	1314	180 mg/l	Annuelle	NF T 90-101 ⁽¹⁾
DBO5	1313	100 mg/l		NF EN ISO 5815-1
MEST	1305	30 mg/l		NF EN 872 ⁽²⁾
Indice phénols	1440	0,1 mg/l		NF EN ISO 14402
Hydrocarbures totaux	7007	10 mg/l		NF EN ISO 9377-2
Cyanures libre (Cn-)	1084	0,1 mg/l		Normes EN génériques NF EN ISO 14403-1 ou -2
Azote global	1551	25 mg/l		NF EN 12260
Phosphore total	1350	2 mg/l		NF EN ISO 15681-1 et 2, NF EN ISO 6878, NF EN ISO 11885
Chrome hexavalent (Cr6)	1371	0,1 mg/l		Plusieurs Normes EN 5EN ISO 10304-3, EN ISO 23913
Métaux totaux	8095	15 mg/l		Plusieurs Normes EN génériques (par exemple NF EN ISO 11885, NF EN ISO 17294-2 ou NF EN ISO 15586)
Arsenic (As)	1369	0,1 mg/l		EN ISO 9562
AOX	1106	1 mg/l		ISO 25101
PFOA	5347	sans	semestrielle	
PFOS	6561	sans		

(1) : Dans le cas de teneurs basses, inférieures à 30 mg/L, la norme ISO 15705 est utilisable.

(2) : En cas de colmatage, c'est-à-dire pour une durée de filtration supérieure à 30 min, la norme NF T 90-1052 est utilisable.

Constats : L'exploitant n'est pas en mesure de justifier l'analyse annuelle des rejets aqueux sur le point de rejet n° 3.

Observations : L'exploitant a indiqué que le rejet pluvial n° 3 n'a pas pu être prélevé lors de la campagne d'analyse de novembre 2021 lancée lors de la réorganisation de ce site (absence de précipitation lors des deux passages successifs du laboratoire Inovalys).

L'exploitant a pris ses dispositions cette année pour analyser semestriellement ce point de rejet. La société EUROFINS a mis à disposition de l'exploitant le flaconnage pour la première analyse semestrielle. Les échantillons seront prélevés dès que les conditions météorologiques le permettront.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Confinement des eaux d'extinction (NC9)

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 05/03/2021, article Point V de l'article 8.5.2
Thème(s) : Risques accidentels, eaux superficielles
Point de contrôle transféré: <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 26/01/2022• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : <p>V. Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées.</p>
Constats : L'exploitant ne dispose pas du volume nécessaire pour confiner toutes les eaux susceptibles d'être polluées, lors d'un incendie du site, suite au nouveau calcul D9A transmis par l'exploitant. <p>L'avaloir mentionné « AV9 » sur le nouveau plan transmis par l'exploitant (daté du 19/01/2022) rejette directement dans le réseau communal sans être traité et ne dispose pas de dispositif de confinement.</p> <p>L'exploitant doit mettre en place un système visuel ou autre permettant de s'assurer de l'efficacité de l'ouverture et de la fermeture de l'ensemble des vannes et un marquage doit être réalisé afin de faciliter la localisation des vannes de barrage.</p> <p>Les chiffrages seront communiqués à l'Inspection des installations classées dans les meilleurs délais.</p>
Observations : L'exploitant a indiqué avoir lancé une cartographie des réseaux mi-janvier 2022 et effectué une étude topographique mi-février, afin de réaliser, en aval des deux vannes barrages actuellement présentes sur site, un regard de visite afin de s'assurer du bon fonctionnement de la vanne barrage en position fermée. <p>L'exploitant a présenté en séance les 2 solutions étudiées pour la résolution de ces 2 points :</p> <ul style="list-style-type: none">– dévier l'avaloir AV9 vers l'avaloir AV4 et son collecteur en aval passant par un séparateur et une vanne barrage. → non retenue car pentes insuffisantes ;– mettre en place une troisième vanne barrage et un séparateur sur le collecteur d'eau pluviale actuel en aval de l'avaloir AV9 → solution retenue. <p>Le chiffrage est attendu d'ici fin mai.</p> <p>Par ailleurs, suite à la dernière étude du calcul D9A dans les conditions de fonctionnement actuelles du site mentionnant un besoin d'un volume de 376 m³ de rétention, l'exploitant a informé l'inspection que le site ne dispose pas des capacités à confiner la totalité des eaux susceptibles d'être polluées sur le site.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Consigne de confinement du site (NC10)

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 05/03/2021, article 8.6.4
Thème(s) : Risques accidentels, eaux superficielles
Point de contrôle transféré: <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 26/01/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : <u>Consignes d'exploitation</u> Ces consignes indiquent notamment : <ul style="list-style-type: none"> – les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté. – d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion ; – l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ; – l'obligation du "permis d'intervention" pour les parties concernées de l'installation ; – les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles ; – les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides), – les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses, – les modalités de mise en oeuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article 8.5.2, – les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie, – la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc., – l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.
Constats : Les consignes de confinement doivent être mises à jour dès lors que les travaux de la plateforme seront réalisés.
Observations : L'exploitant a installé l'outil permettant la manipulation de la vanne de barrage sur un support extérieur, afin qu'il soit accessible pour les services d'incendie et de secours. Cependant, la vanne de barrage n'est pas repérée.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Bilan annuel (NC12)

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 05/03/2021, article 2.9.1
Thème(s) : Situation administrative, rapport d'exploitation
Point de contrôle transféré: <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 26/01/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : Une fois par an, l'exploitant adresse à l'inspection des installations classées un rapport d'activité comportant une synthèse des informations prévues dans le présent arrêté (notamment ceux récapitulés au 2.8) ainsi que, plus généralement, tout élément d'information pertinent sur l'exploitation des installations dans l'année écoulée.
Constats : Pas de non-respect constaté. La non-conformité NC12 est levée.
Observations : Par courrier du 05/04/2022, l'exploitant a fourni le rapport d'activité annuel de l'année 2020. En séance l'exploitant a fourni celui de 2021.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Conduite à tenir en cas de déchets radioactif (NC13)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/04/2003, article 30
Thème(s) : Risques accidentels, Déchets radioactifs
Point de contrôle transféré: <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 26/01/2022• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : <u>Article 30 de l'AP du 04/04/2003 :</u> Il n'existe pas de procédure écrite sur la conduite à tenir en cas de détection de déchets radioactifs. <u>Article 9.1.1 de l'APC du 05/03/2021 :</u> L'exploitant met en place une procédure de gestion des alarmes du dispositif de détection de la radioactivité. Cette procédure identifie les personnes habilitées à intervenir. Ces personnes disposent d'une formation au risque radiologique.
Constats : L'inspection demande à l'exploitant de lui transmettre la nouvelle procédure pour le contrôle de la radioactivité ainsi que la procédure de gestion des alarmes.
Observations : Dans son courrier du 05/04/2022, l'exploitant a indiqué que dans le cadre de la fusion de l'entreprise et de la mise en œuvre du SME, l'ensemble des procédures et instructions associées étaient en cours de réécriture. La procédure sera retravaillée et transmise à l'inspection des installations classées.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Garanties financières

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 05/03/2021, article 1.5.2
Thème(s) : Situation administrative, Garantie financières
Point de contrôle transféré: <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 26/01/2022• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de transmettre sa proposition du montant des garanties financières a constituer dans un délai de 4 mois par l'exploitant, a compter du present arrete.
Constats : L'exploitant doit transmettre sa proposition de garanties financières dans un « porter à connaissance » avec tous les justificatifs associés.
Observations : Dans son courrier de réponse du 05/04/2022, l'exploitant a transmis sa proposition de garanties financières s'élevant à 394 210,20 €. L'inspection a demandé à l'exploitant de transmettre les justificatifs associés qui font défaut et notamment sur les différents coûts dans un « Porter à connaissance ».
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Couvertures des déchets dangereux

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 05/03/2021, article 8.5.2 + 9.1.2
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets dangereux
Point de contrôle transféré: <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 26/01/2022• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : <p>A l'exception des 4 cuves verticales, les aires de reception, d'entreposage, de tri et de regroupement sont couvertes, afin de prevenir la degradation des dechets et l'accumulation d'eau ou l'impregnation par la pluie de tout ou partie des dechets. Elles sont concues de facon a permettre la recuperation des egouttures; eaux de lavage, eaux d'extinction d'incendie, les matieres ou dechets repandus accidentellement.</p>
Constats : Les déchets dangereux situés à l'Est de l'installation ne sont pas couverts. Les justificatifs associés à la couverture suite à la seconde étude doivent être transmis dans les meilleurs délais. Un échancier des travaux doit également être transmis.
Observations : La première étude technique pour la couverture du centre de transit fait apparaître une difficulté d'exploitation du site en conservant la zone en l'état, notamment pour une circulation en sécurité des véhicules, Une seconde étude débute afin d'intégrer, dans un projet global, la couverture de cette zone couplée à la création d'une rétention pour le confinement des eaux d'extinction. En effet, les résultats des calculs D9 et D9A réalisés dans les conditions actuelles de construction et d'implantation des zones de stockage de l'exploitation ne permettent pas de satisfaire le besoin en volume de rétention pour le confinement des eaux d'extinction. - calcul D9 : besoin de 150 m ³ /h, - calcul D9A : besoin 376 m ³ de rétention. L'exploitant a lancé une étude pour d'optimiser les flux afin de rationaliser et réorganiser le centre de transit (zones de stockage, stockages d'emballages vides, etc.) Une mise à jour du calcul D9, D9A sera transmise sur la base des solutions retenues afin de se mettre en conformité avec ces dernières.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Défense incendie

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 05/03/2021, article 8.7.3 + 11
Thème(s) : Risques accidentels, Besoin en eau
Point de contrôle transféré: <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 26/01/2022• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant calcule et justifie d'une part les besoins en eaux d'extinction pour son site (dans les 6 mois après la signature de l'arrêté) et s'assure d'autre part de la disponibilité opérationnelle extérieure de la ressource en eau incendie. Il effectue une vérification périodique (à minima annuelle) de la disponibilité des débits.</p>
Constats : Suite à une volonté de réorganisation le site, l'exploitant doit revoir les besoins en eau d'extinction de son site nécessaire à la défense du site contre l'incendie, ainsi que le confinement associé. <p>L'inspection indique à l'exploitant que cette nouvelle étude de réorganisation doit également faire l'objet d'un « porter à connaissance » avec une mise à jour de l'étude danger.</p>
Observations : L'exploitant a calculé son besoin en eau à 150 m ³ /h sous 1 bar. Les débits indiqués sur le site du SDIS 37 mentionne que : <ul style="list-style-type: none">– le poteau n° PEI n° 37122-00519 situé en face de l'installation dispose d'un débit de 120 m³/h sous une pression statique de 5,8 bars (mis à jour le 10/01/2022) ;– le poteau n° PEI n° 37122-00821 situé à 250 mètres de l'installation dispose d'un débit de 120 m³/h sous une pression statique de 5,7 bars (mis à jour le 09/12/2020) ;– le poteau n° PEI n° 37122-00708 situé à 220 mètres de l'installation dispose d'un débit de 95 m³/h sous une pression statique de 5,2 bars (mis à jour le 10/01/2022) ; <p>L'exploitant indique à l'inspection que les résultats des calculs D9 et D9A réalisés dans les conditions actuelles de construction et d'implantation des zones de stockage de l'exploitation ne permettent pas de satisfaire le besoin en volume de rétention pour le confinement des eaux d'extinction.</p> <ul style="list-style-type: none">– calcul D9 : besoin de 150 m³/h,– calcul D9A : besoin 376 m³ de rétention. <p>L'exploitant a lancé une nouvelle étude pour d'optimiser les flux afin de rationaliser et réorganiser le centre de transit (zones de stockage, stockages d'emballages vides, etc.) Une mise à jour du calcul D9, D9A sera transmise sur la base des solutions retenues afin de se mettre en conformité. Les justificatifs associés à la couverture suite à cette seconde étude doivent être transmis dans les meilleurs délais.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Système de détection des déchets radioactifs

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 05/03/2021, article 9.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets radioactifs
Point de contrôle transféré: <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 26/01/2022• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : L'établissement est équipé d'un système de détection de la radioactivité qui est mis en œuvre pour le contrôle systématique des déchets entrants (et sortants) et vise à vérifier l'absence de déchets radioactifs.
Constats : L'inspection est dans l'attente d'un « porter à connaissance » pour étudier la proposition de l'exploitant concernant la possibilité de proportionner le contrôle uniquement à des déchets susceptibles d'émettre des rayonnements ionisants.
Observations : L'exploitant indique à l'inspection que l'article 9.1.1 de l'APC du 05/03/2021 imposant un contrôle systématique des déchets entrants/sortants n'est réalisé sur aucun des autres sites similaires des centres de transit SARP en France. L'exploitant demande à l'inspection la possibilité de proportionner le contrôle à des déchets susceptibles d'émettre des rayonnements ionisants.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Réseau et programme de surveillance des piézomètres

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 05/01/2021, article 4.6.3
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux souterraines
Point de contrôle transféré: <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 26/01/2022• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : L'exploitant fait analyser les paramètres suivants, avec les fréquences associées :
Constats : La surveillance des eaux souterraines par l'exploitant ne comprend pas à chaque prélèvement un suivi de l'ensemble des paramètres accompagné d'une interprétation des résultats obtenus ainsi qu'une comparaison avec les analyses précédentes.
Observations : L'exploitant a indiqué que la constitution d'un dossier allait être réalisée sur la base du rapport de base et des analyses réalisées en novembre 2021 et sur les prochaines campagnes.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : eaux superficielles

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 05/03/2021, article 4.3.4
Thème(s) : Risques chroniques, Dispositif de traitement des eaux pluviales susceptibles d'être poll
Point de contrôle transféré: <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 26/01/2022• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : <p>Les eaux pluviales susceptibles d'être significativement polluées du fait des activités menées par l'installation industrielle, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockage et autres surfaces imperméables, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence.</p>
Constats : L'exploitant ne traite pas les polluants présent dans les rejets d'eaux pluviales susceptibles d'être polluées sur tous les collecteurs de son installation et notamment l'avaloir mentionné « AV9 » sur le nouveau plan transmis par l'exploitant, daté du 19/01/2022. <p>En attendant les travaux nécessaires au traitement des eaux pluviales susceptibles d'être polluées sur l'avaloir AV9, l'inspection demande à exploitant de prendre les mesures nécessaires pour éviter le rejet dans le réseau communal.</p>
Observations : Considérant que les eaux pluviales collectées par l'avaloir AV9 situé dans la zone de stockage des déchets dangereux sont reliées au point de rejet n° 3 sans être traitées au préalable par un dispositif adéquat, l'inspection a demandé à l'exploitant de condamner la collecte des eaux pluviales sur cet avaloir AV9, afin d'éviter le rejet d'eaux pluviales susceptibles d'être polluées.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet